



TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 10 OCTOBRE POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS !



Pour la première fois depuis 10 ans, une très large intersyndicale (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FA, FO, FSU, UNSA, solidaires) appelle à faire grève dans les trois versants de la Fonction Publique.

Le président, se targuant d'avoir l'aval d'une majorité des Français.es alors que nombre d'entre eux ont voté par défaut ou pour contrer la candidate de l'extrême-droite, et son gouvernement ont déjà multiplié les annonces sur les mauvais coups qu'ils entendaient porter aux agent.es de la Fonction Publique et par là-même aux services publics rendus à la population.

Dans la Fonction Publique

Darmanin a annoncé la reprise du gel du point d'indice après une augmentation dérisoire de 1,2% sur 2016 et 2017, insultante suite au gel entre 2010 et 2016 et à la perte de plus de 15% du pouvoir d'achat des agent.es depuis 2000. Le retour du jour de carence, que de nombreuses conventions collectives ou accords d'entreprises du privé compensent pour leurs salarié.es, est emblématique du mépris gouvernemental envers des fonctionnaires considérés a priori comme des feignants qui s'arrêteraient pour un oui ou pour un non.

Le nouveau plan d'économie de 60 milliards, annoncé au sempiternel prétexte de réduire la dette publique dans l'optique de rentrer dans les clous du fameux 3% de déficit public pour satisfaire à la volonté de l'Union Européenne, va se traduire notamment par la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. C'est le retour du non renouvellement d'un départ à la retraite sur deux (voire 2 sur 3). Les mesures d'économie drastiques seront renvoyées dans leur mise en œuvre aux territoires créant encore de nouvelles inégalités. Pour les personnels cela signifie une nouvelle détérioration des conditions de travail, de nouvelles fusions ou mutualisations, fermetures de services. Pour les usagers, ce sera toujours moins de services publics de proximité en capacité de répondre à leurs besoins.

La hausse de la CSG (à laquelle la FERC est résolument opposée car c'est une baisse du salaire socialisé, un renforcement de la fiscalisation de la protection sociale et donc une remise en cause de notre système de Sécurité Sociale) dont les modalités de compensation pour les agent.es de la FP restent plus que floues, impactera fortement le pouvoir d'achat des salarié.es comme celui d'une partie des retraité.es et des pensionné.es. De plus, une nouvelle réforme des retraites se profile dès 2018, qui visera à supprimer tous les régimes spéciaux (notamment le code des pensions civiles et militaires) en mettant en place un système unique par points qui fera baisser le montant des retraites et supprimera toutes règles sur le nombre d'années de cotisations, l'âge légal de départ à la retraite, etc.

Vers une transformation ultralibérale de la société

Ces attaques participent du vaste projet de transformation de la société de Macron, promoteur d'un libéralisme débridé, porte-parole du MEDEF, des grands groupes financiers et de l'Union Européenne qui tous visent à développer partout et pour tous la concurrence libre et non-fauscée. Dans leur esprit, il faut mettre à bas l'ensemble des acquis du monde du travail, détruire la protection sociale, privatiser les services publics et les rendre rentables sur les marchés, déréguler toujours plus le Code du travail. C'est le sens de la nouvelle loi travail XXL, que dénonce la CGT, et qui va encore développer la primauté de l'accord d'entreprise en remettant en cause le socle de la loi, favoriser toujours plus le dumping social, la mise en concurrence des PME-PMI et de leurs salariés, les bas salaires, le développement de la précarité, l'éloignement des salariés de leurs organisations syndicales exclues des entreprises, etc. Il est évident que ces mesures auront leur traduction dans la FP, au prétexte d'une égalité entre public et privé : destruction des garanties collectives, individualisation des parcours (déjà entamée par les dernières réformes du Parcours Professionnels Carrières et Rémunération et du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), hausse de la précarité sous toutes ses formes (auto-entrepreneuriat, CDI de Chantier), suppression des CHSCT, etc.

Dans nos champs

Malgré des promesses renouvelées, le budget de l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation est de nouveau rabaissé de 331 millions dont 95 amputés sur le budget des universités, qui viennent pourtant d'être confrontées au problème d'affectation de milliers de bachelier.es par manque de places. Sous ce prétexte fallacieux, le MESRI a mis en place un simulacre de « dialogue social », où il promeut la mise en place de prérequis, une sélection pour entrer dans les études supérieures et la remise en cause du bac comme 1^{er} grade universitaire et diplôme national. Les 1^{ères} réunions sur la « vie étudiante » n'augurent rien de bon ni pour les étudiant.es, ni pour les personnels des CROUS qui attendent toujours que l'État tienne sa promesse sur la fonctionnarisation des personnels ouvriers. La recherche publique est, elle, menacée par le manque de financements récurrents et ses équipes condamnées à ne travailler que sur des projets de court et moyen termes visant « l'innovation » et la rentabilité, au détriment de la recherche fondamentale nécessitant du long terme.

Dans l'éducation nationale, les annonces sur les réformes des rythmes scolaires et du collège, combattues par la FERC et ses organisations, ne remettent pas en cause les outils de dérégulation qui creusent les inégalités territoriales et sociales : la mise en concurrence des établissements et des disciplines perdure tout comme la désorganisation du temps scolaire. Et concernant l'éducation prioritaire, la nouvelle carte des lycées, promise par l'ancienne ministre, n'est plus d'actualité.

La refonte de la formation professionnelle et de l'apprentissage devrait être tout aussi dangereuse pour les personnels et les usagers, à l'heure où les salarié.es de l'AFPA luttent pour la survie de leur outil de travail. La volonté du gouvernement et du MEDEF est de faire disparaître les notions de qualifications au profit des compétences qui ne servent qu'à permettre l'employabilité des salarié.es.

La FERC CGT porte un autre modèle de transformation de la société. Pour cela elle revendique :

- La défense du Statut de fonctionnaires,
- L'augmentation immédiate des salaires, retraites et pensions de 400€ et le dégel du point d'indice,
- La suppression de la CSG et le retour à une sécurité sociale basée sur les cotisations sociales,
- L'abrogation du PPCR et du RIFSEEP et l'intégration de l'ensemble des primes dans le salaire,
- Le non renouvellement du jour de carence,
- Le développement des services publics de proximité et l'ouverture de postes statutaires en nombre et des budgets nationaux suffisants pour répondre à l'ensemble des besoins,
- L'abrogation des lois LRU Péresse/Fioraso,
- L'abrogation des lois Macron, Rebsamen, El Khomri,
- Le retrait des ordonnances Macron,
- L'abrogation des lois sur la retraite depuis 1993 et le maintien du système par répartition basé sur les cotisations sociales.

La FERC appelle à participer massivement aux grèves et manifestations qui auront lieu le 10 octobre 2017.

Qui sommes-nous ?

Au sein de la CGT, la Fédération Education Recherche et Culture (FERC CGT) regroupe les syndicats de l'Éducation nationale, de l'Enseignement et de la formation privés, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle, de la Recherche, des CFA, de l'Éducation populaire, de la Culture, du Sport, de l'Animation, des MFR, des CROUS...

Dans ses champs de syndicalisation, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, la FERC construit avec ses organisations fédérées des démarches revendicatives, des luttes indispensables pour reprendre l'offensive et faire avancer les revendications des salarié.es et retraité.es en matière d'Éducation, de Recherche et de Culture. Il s'agit de mettre ces activités au service de l'émancipation de toutes et tous, de la transformation de la société et d'une véritable démocratie sociale. Cela nécessite le développement des services publics et d'un secteur associatif et d'Éducation populaire porteur réellement de valeurs de progrès.

coordonnées :

263 rue de Paris - case 544
93515 Montreuil Cedex
01-55-82-76-10
ferc@cgt.fr

Suivez nous sur notre site internet
www.ferc-cgt.org



Tract 10 octobre
Octobre 2017



Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite: Prendre contact Me syndiquer

Nom (Mme/M.) Prénom :

Tel : Mel :

Adresse :

Code postal : Commune :

Secteur d'exercice :

Lieu d'exercice :

Retour à FERC CGT 263 rue de Paris - Case 544 - 93515 Montreuil Cedex

